

**Offensive terroriste des États-Unis contre le gouvernement
et le peuple syriens**

- **La guerre mondiale des États-Unis contre le terrorisme
mord la poussière en Syrie**
– *Pauline Easton* –
- **Repoussons toute tentative de priver la résistance
palestinienne de son initiative**
– *Kathleen Chandler* –

**Offensive terroriste des États-Unis contre le gouvernement
et le peuple syriens**

**La guerre mondiale des États-Unis contre le
terrorisme mord la poussière en Syrie**

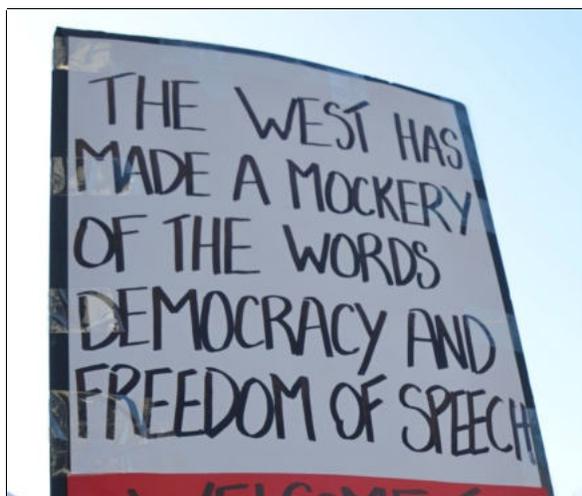
– *Pauline Easton* –



Le déroulement des événements en Syrie, qui indiquent clairement que les États-Unis ont chargé des terroristes connus de la CIA, ceux du Hayat Tahrir al-Cham (HTC), du changement de régime à Damas et leur chef Ahmad al-Chara (alias Mohammed al-Joulani) de la lutte contre le terrorisme, signale que la « guerre mondiale contre le terrorisme » des États-Unis a mordu la poussière.

La crédibilité que les États-Unis espéraient avoir dans les cercles et institutions internationaux en tant que nation indispensable pour défendre la démocratie et lutter contre le terrorisme s'est évaporée. Tout comme la crédibilité qu'ils pensaient encore avoir en matière de défense des droits humains s'est évanouie avec le soutien au génocide à Gaza, en Syrie ils défendent désormais ouvertement les terroristes, ce qui met un terme décisif à leur « guerre contre le terrorisme ».

Dans ces conditions, il est important de démêler ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Par exemple, il est important de reconnaître qu'il existe une conscience mondiale pour qui le génocide est une ligne rouge à ne pas franchir. Il en va de même pour le terrorisme. C'est une ligne rouge à ne pas franchir. On ne peut pas être pour le génocide et dire qu'on est pour la démocratie. On ne peut pas être pour le terrorisme et dire qu'on est pour la démocratie.



Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis n'ont cessé de commettre des crimes contre les peuples du monde et contre leur propre peuple au nom de la démocratie et des droits humains. Ils se sont prétendu les champions de la liberté et de la paix. Ils ont imposé leur diktat et se sont donné une position dominante au sein de la communauté internationale des nations, cherchant toujours à tout mettre sous leur contrôle.

Tout au long de la guerre froide, les États-Unis ont qualifié l'ex-Union soviétique de totalitaire et d'empire du mal. La vérité sur ce qui s'y passait n'a jamais été évoquée, comme c'est le cas aujourd'hui avec les développements dans n'importe quelle partie du monde que les États-Unis et leurs apaiseurs ne veulent pas que les peuples du monde connaissent. Dans le cas de l'ex-Union soviétique, ses réalisations étonnantes après la Deuxième Guerre mondiale ont été remises en question : on a dit « Oui, mais à quel prix ? » C'était basé sur la propagation des stéréotypes anticomunistes à propos des « goulags », du travail esclave, de l'absence de liberté individuelle, des pouvoirs de police aux postes d'autorité, etc. L'objectif était de priver les peuples de leur propre conception du monde sur la base de laquelle ils pourraient s'orienter pour apporter des solutions aux problèmes auxquels eux-mêmes et l'humanité sont confrontés.

La chute de l'ancienne Union soviétique était censée balayer le fléau du communisme de la surface de la terre. C'était l'occasion de faire briller les vertus de la démocratie américaine. Mais ça n'a pas fonctionné. Les riches sont devenus de plus en plus riches et la pauvreté a augmenté en quantité et en qualité, englobant après 30 ans des pays entiers languissant dans la faim et le dénuement.

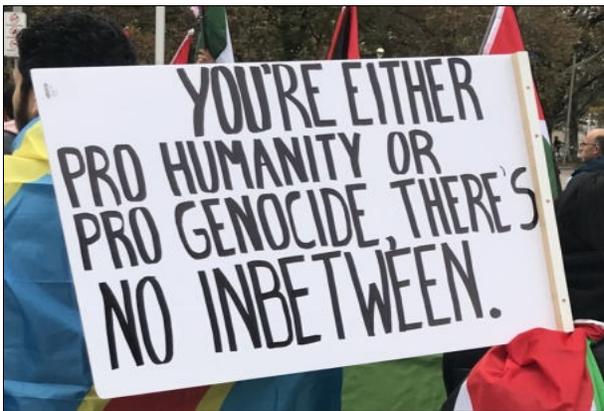
Les États-Unis ont alors introduit un nouveau mantra, la guerre contre la terreur, pour justifier leur volonté de contrôler le monde entier. Tout au long de cette période, les peuples du monde ont protesté contre les actions des États-Unis, du Canada et des pays du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) et de leurs coalitions et cartels dirigés par les États-Unis et l'OTAN, menées au nom de la « guerre contre la terreur ». Cette « guerre contre la terreur » s'est traduite par l'anéantissement brutal d'êtres humains et par des actes de terrorisme d'État, surtout américains. Parmi les moyens privilégiés de cette guerre à la terreur il y avait les sanctions meurtrières, la torture, la suspension des droits humains et les crimes commis sous le couvert de la lutte pour les droits humains et la démocratie.

Toutes ces actions sont un anathème pour la majeure partie de l'humanité dont la conscience s'inscrit dans la continuité de la conscience collective du monde entier lors de la lutte contre le fascisme dans la Deuxième Guerre mondiale. À cette époque, la politique et le pouvoir politique

étaient définis par l'exclusion du fascisme. On ne pouvait pas être fasciste ou pour le fascisme et en même temps être pour la démocratie.

Pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples du monde entier se sont opposés au fascisme sous toutes ses formes – le nazisme allemand, le fascisme italien et le militarisme japonais. Dans de nombreux pays, les peuples ont obtenu des lois interdisant les organisations fascistes et la promotion du fascisme. Après la guerre, le peuple japonais, comme contribution à l'élimination du fascisme et du militarisme, a inscrit dans sa constitution une clause interdisant le déploiement de troupes japonaises à l'étranger. De même, la constitution allemande d'après-guerre interdisait l'envoi de troupes allemandes à l'étranger. Cela correspondait au verdict rendu par la Deuxième Guerre mondiale. Dans plusieurs pays, il était entendu que les racistes et les fascistes n'avaient pas droit à la parole et pas le droit de s'organiser.

On ne peut pas soutenir le terrorisme et être pour la démocratie



Aujourd'hui, même si la situation n'est pas différente dans la mesure où l'on ne peut pas à la fois soutenir le génocide et le terrorisme et être pour la démocratie, l'utilisation de la désinformation de la guerre froide a créé une telle crise de la pensée mondiale qu'il y a un manque notable d'une façon de parler de la situation.

Les peuples du monde ont été placés dans une situation d'observateurs d'actes de génocide, de cruauté indicible et d'actes de terreur commis

en toute impunité. Cela a créé un état de traumatisme accablant. Le traumatisme est comme un mauvais rêve dans lequel on assiste de l'extérieure, impuissant, à des événements horribles. C'est ce que beaucoup ressentent devant la situation actuelle. La plupart du temps ils ne voient pas les développements positifs qui se produisent, tels que la résistance qui grandit et les réalisations qu'elle inscrit. Au lieu d'établir notre propre point de vue, où nous reconnaissons que ce sont les peuples qui sont décisifs et qui font l'histoire, nous sommes censés nous concentrer sur toutes les victimes et sur le fait d'être victime. Le type d'arguments à donner dans ce contexte échappe à tout le monde.

Lorsque l'ancien président George W. Bush a déclaré la « guerre contre le terrorisme », il a déclaré : « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes ». Il annonçait ni plus ni moins que les États-Unis s'arrogeront le droit de décider qui est terroriste et qui ne l'est pas. Selon les États-Unis, la Syrie montre qu'un pays peut être terroriste un jour et contre le terrorisme le lendemain s'il fait ce qu'ils demandent, s'il est « avec nous ».

Depuis 2017, la tête du chef du HTC était mise à prix pour 10 millions de dollars en tant que terroriste. Mais depuis qu'il a promis que « les terroristes ne seront plus une menace » en Syrie, l'offre de récompense a été retirée.

La réhabilitation d'al-Joulani a commencé en février 2021. La chaîne publique américaine PBS a diffusé à son émission *Frontline* une interview qui a ouvert la voie à sa légitimation, bien qu'il ait longtemps milité pour Al-Qaïda en tant que terroriste. CNN a fait de même plus récemment. Aujourd'hui, les États-Unis affirment qu'il faut « donner une chance » à ce chef terroriste de montrer « en actes » qu'il est une personne démocratique, ce qui, dans le jargon américain, signifie s'il continuera de se soumettre aux conditions des États-Unis.

Pour les apparences, les États-Unis ont déclaré qu'ils ne soutiendraient le HTC et son chef, ainsi que les diverses autres factions armées, que s'ils se soumettaient à leurs conditions et à celles d'Israël concernant un gouvernement de transition. Entre autres, les États-Unis ne lèveront les sanctions imposées à la Syrie que si elle rompt ses relations avec l'Iran.

Le discours du département d'État américain sur ce qu'il appelle « le processus de transition » en Syrie – un processus de transition qui ne tient pas compte du peuple syrien et de ce qu'il veut – est vide de sens et est perçu comme tel. « Ce processus de transition devrait conduire à une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire qui respecte les normes internationales de transparence et de responsabilité, conformément aux principes de la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies », a eu le front de déclarer le département d'État.

« Le processus de transition et le nouveau gouvernement doivent également s'engager clairement à respecter pleinement les droits des minorités, à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin et à empêcher que la Syrie ne serve de base au terrorisme ou ne constitue une menace pour ses voisins », de déclarer le département d'État.

Seuls les pires réactionnaires peuvent être incohérents au point de dire que la base terroriste qu'ils ont établie en Syrie ne doit pas être utilisée comme base pour le terrorisme. De plus, après avoir tout décidé en coulisses, seuls ceux qui se croient à l'abri des conséquences de leurs actes peuvent croire qu'on laissera le peuple syrien décider de l'avenir de son pays dans un processus « inclusif et transparent ».

« Le peuple syrien décidera de l'avenir de la Syrie. Toutes les nations doivent s'engager à soutenir un processus inclusif et transparent et à s'abstenir de toute ingérence extérieure. Les États-Unis reconnaîtront et soutiendront pleinement le futur gouvernement syrien issu de ce processus », annonce le département d'État.

Mais la réalité est que l'autorité que les États-Unis ont pu avoir en cette matière dans le passé s'est envolée en fumée. Aucun pays qui tente de s'allier à eux n'aura la moindre légitimité et son peuple se battra pour ce qui est juste avec une vigueur et une détermination renouvelées.

La résistance montre le visage d'une humanité en quête de liberté

Ceux qui ne considèrent pas les Syriens comme un peuple le font à leurs risques et périls, comme l'ont déjà prouvé ceux qui refusent de considérer le peuple palestinien comme un peuple. Ils pensent pouvoir traiter les peuples comme une bande d'individus conquis qui doivent se soumettre à la « vraie démocratie » qu'est la nation « indispensable ».

C'est l'ordre mondial selon les États-Unis. Il n'est pas fondé sur le territoire, ni sur l'état de droit international, ni sur les droits collectifs des peuples et les droits humains qui appartiennent à chacun du fait qu'il est humain. Il s'agit d'un ordre fondé sur l'image des États-Unis en tant que démocratie la plus authentique du monde et sur leur image miroir en tant que sauveur du monde contre le terrorisme.

Cet « ordre » ne peut être maintenu qu'avec une violence et un usage de la force extrêmes ainsi qu'avec ample impunité, et cela comprend la torture, les opérations occultes de la CIA et d'autres forces mercenaires privées et agences de renseignement, les châtiments collectifs dans le pire style nazi et la destruction des pays que les États-Unis ne peuvent pas contrôler par ces moyens.

Si pour ces forces moribondes la « guerre contre le terrorisme » a rendu « normales » et « acceptables » la torture, la détention sans inculpation et la destruction massive de pays entiers, les forces de résistance des peuples ont montré un autre visage : le visage de l'aspiration de l'humanité

à être libre, à vivre une vie de dignité, à s'épanouir en tant que peuples dont le matériel de pensée, la culture et l'existence même créeront des sociétés et un ordre mondial dignes de l'être humain.

Aucune tentative de justifier d'autres crimes de ce type en disant que les États-Unis sont une nation indispensable pour faire respecter la démocratie, les droits humains et la « guerre contre le terrorisme », ne trouvera preneur.

Les États-Unis ont également utilisé leur « guerre contre le terrorisme » pour dresser une liste d'« États soutenant le terrorisme ». La Syrie est désignée comme telle depuis 1979, tout comme l'Iran, Cuba et la République populaire démocratique de Corée. Tous font l'objet de sanctions meurtrières depuis des décennies. Maintenant que les États-Unis déclarent ouvertement que les terroristes sont des démocrates, leur crédibilité dans la poursuite et la justification des sanctions est nulle. Les arguments des partisans des sanctions et des mesures prétendument antiterroristes seront considérés comme farfelus, invraisemblables lorsqu'il s'agit de justifier l'injustifiable.

Les peuples du monde sont les artisans de l'histoire

Outre le terrorisme d'État américain, la « guerre contre le terrorisme » et les notions de nation « indispensable » ont eu pour rôle de priver les peuples d'une conception du monde qui leur soit propre et de leur capacité à faire l'histoire. Car ce sont les peuples qui font l'histoire. En effet, on a classifié la Résistance comme maléfique et « terroriste » alors que la « guerre contre le terrorisme » et ses moyens meurtriers étaient irréfutables.

Les États-Unis, leur Pentagone et leur département d'État, ainsi que les sionistes israéliens et la Coalition du génocide, dont le Canada fait partie, refusent de reconnaître que ce sont les peuples du monde et leurs mouvements de résistance qui font l'histoire, et non les grandes puissances. L'année 2024 l'a démontré sans l'ombre d'un doute. Les États-Unis n'ont plus pour stratégie que d'imposer la vieille notion qu'ils sont la nation indispensable qui décidera du sort de l'humanité.

Ce diktat tient en échec l'ONU et les institutions internationales depuis bien trop longtemps. Le monde entier est témoin de ce que les forces américaines/sionistes et leur coalition génocidaire font à Gaza dans leur tentative brutale d'éliminer le rôle des peuples et leurs efforts pour créer un nouvel ordre mondial qui serve leurs intérêts. Aujourd'hui, le monde est témoin du type de changement de régime que les États-Unis ont imposé au fier peuple syrien. Il sera écrasé par la force de l'histoire. Si les ennemis des anciens peuples d'Irak, d'Afghanistan, de Libye et d'autres pays n'ont pas réussi à imposer leur règne, ils échoueront également en Syrie.



À cet égard, une caractéristique marquante des événements de 2024 est que les forces américaines/sionistes et de l'OTAN n'ont atteint aucun des objectifs qu'elles s'étaient fixés parce que la résistance des peuples a été implacable dans la poursuite de ses propres objectifs de paix, de liberté et de démocratie. Ce sont les peuples qui font l'histoire, pas la superpuissance américaine et sa coalition du génocide.

Les peuples du monde peuvent voir chaque jour sous leurs yeux les crimes brutaux que les forces américaines/sionistes et de l'OTAN commettent contre l'humanité, y compris le génocide, la

famine, les déplacements massifs, les assassinats, l'anéantissement de familles entières, de peuples entiers, le massacre de femmes, d'enfants et d'aînés, de journalistes, de travailleurs et de professionnels de la santé, d'enseignants, de poètes, de chefs religieux et de congrégations entières. Les conséquences de leurs crimes sont gravées dans la mémoire collective de l'humanité.

Par conséquent, les mouvements de résistance déterminés et croissants en Palestine, au Liban et au Yémen s'étendent à tous les pays arabes et sont également présents en Syrie. Parallèlement au soutien apporté à la résistance palestinienne et à l'opposition au génocide et à la terreur aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada et dans d'autres pays impérialistes, il est important de souligner que ce sont les peuples qui ouvrent la voie. Ce sont les peuples qui persistent à prendre des positions de principe qui servent à humaniser l'environnement naturel et social. Ils s'organisent pour changer l'orientation de l'économie de leur pays et se donner les moyens de prendre les décisions qui affectent leur vie. Ils s'opposent à la voie de la liquidation dans laquelle leurs gouvernements se sont engagés en éliminant toute autorité publique et en confiant les fonctions décisionnelles à des pouvoirs de police au service d'intérêts privés étroits.

Les peuples répondent à l'appel de l'histoire qui exige que les peuples eux-mêmes soient habilités à gouverner et à prendre des décisions qui favorisent leurs propres intérêts et ceux des autres peuples du monde. C'est ce que révèlent les développements en Syrie, et non le succès de la guerre contre le terrorisme, l'ambition des États-Unis de dominer le monde ou tout autre narratif féérique.

La Résistance vit ! Vive la Résistance !



Repoussons toute tentative de priver la résistance palestinienne de son initiative

– Kathleen Chandler –



Les États-Unis, Israël et les forces de l'OTAN utilisent la prise de contrôle de la Syrie par des terroristes soutenus par la CIA pour obtenir le changement de régime qu'ils ourdissent depuis des années, tout en s'efforçant de saper les mouvements de résistance palestinien et libanais.

La prise de contrôle a été effectuée par des forces terroristes connues, principalement Hayat Tahrir al-Cham (HTC). Il s'agit d'une ramification d'Al-Qaïda, inscrite sur la liste des groupes terroristes non seulement par le Conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi par les États-Unis eux-mêmes, entre autres pays. Ce groupe hétéroclite de mercenaires et d'assassins a reçu de la CIA un entraînement, des armes et des milliards de dollars. Ils ont créé et soutenu Al-Qaïda pour s'opposer à l'ex-Union soviétique en Afghanistan et, depuis lors, toutes les forces mercenaires impliquées dans les soi-disant révolutions de couleur et les guerres de destruction par changement de régime.

Aujourd'hui, la presse américaine et israélienne ne dit rien sur la nature de HTC, ou proclame qu'il a « changé ». En 2014-2015, lors de la dernière tentative des États-Unis d'imposer un changement de régime en Syrie, la presse israélienne et américaine a amplement exposé la collaboration israélienne avec HTC (connu alors sous le nom d'al-Nusra). Israël lui a fourni de l'aide médicale, de la nourriture, de l'argent, des armes et un soutien logistique. Ce soutien a également été signalé par les forces de maintien de la paix de l'ONU à l'époque.

Il en va de même aujourd'hui. Depuis 2012, le chef de HTC, Ahmed Hussein al-Chara (alias Abou Mohammed al-Joulani), a été et reste à la tête d'une armée sous contrat avec la CIA et le Mossad. HTC facilite le génocide américano-israélien et les efforts pour transformer la région en un « Grand Israël » en détruisant la Palestine, le Liban et la Syrie et pour forcer les pays arabes contigus à se conformer à leurs plans.

Le lien entre ces terroristes et Israël a été établi dès le départ. Sur une vidéo on voit des militants de l'« Armée syrienne libre », une autre partie des forces terroristes soutenues par les États-Unis, avec une bannière qui remercie Benjamin Netanyahou en hébreu pour sa campagne de bombardements contre le Liban et l'assassinat de dirigeants du Hezbollah.

D'autres preuves que les forces terroristes ont été armées et entraînées par Israël et l'OTAN se voient dans leur équipement, des armes de l'OTAN et l'utilisation de drones kamikazes des forces ukrainiennes. Le gouvernement ukrainien soutenu par les États-Unis et l'OTAN a également envoyé des agents de renseignement.

Des terroristes sont également entrés en Syrie depuis la Türkiye. Le président turc a joué un rôle clé dans le soutien des forces terroristes au service des régions de la Syrie que la Türkiye occupe militairement le long de la frontière avec la Syrie.

Le plan des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël, qui prévoyait de renverser al-Assad et de prendre le contrôle de la Syrie pour affaiblir l'Iran et le Hezbollah et détourner les ressources russes de l'Ukraine, a échoué.

Israël bombarde impitoyablement la Syrie et tente d'étendre son occupation au-delà du plateau du Golan illégalement occupé. Les États-Unis continuent d'occuper les régions pétrolières de la Syrie et son grenier à blé – d'où provient tout son blé – et ont augmenté le nombre de troupes dans la région de 900 à 2000. La région du gouvernorat d'Idlib reste sous le contrôle de HTC. Tout cela répond à leur espoir de contrôler la Syrie, de voir le Hezbollah détourner ses forces vers la Syrie et, ce faisant, d'affaiblir les forces palestiniennes et leur retirer l'initiative.

C'était une chimère. L'anarchie, le chaos et la violence règnent en Syrie. Il s'agit d'un pays que les États-Unis sanctionnent brutalement depuis si longtemps et soumettent à des bombardements et à une guerre sans merci, que son infrastructure est maintenant détruite et que le peuple syrien souffre

de la faim et de privations de toutes sortes. Les sanctions, combinées au contrôle américain du pétrole et du blé, ont appauvri la Syrie qui, comme la Libye, avait l'un des niveaux de vie les plus élevés de la région avant que les États-Unis n'entreprennent leurs plans criminels pour réaliser un changement de régime. Aujourd'hui, les pays qui ont provoqué tout ce chaos encouragent et même forcent le retour rapide des réfugiés et des migrants syriens malgré le fait que les conditions ne sont pas réunies pour les accueillir et que ce qu'ils veulent pour la Syrie est devenu un autre élément de discorde.

Pendant ce temps, les forces d'opposition rivalisent avec HTC pour le contrôle du nouveau gouvernement qui sera mis en place, dans un scénario qui veut que ceux qui ont le plus d'argent et d'armes gouvernent par la force brute. Dans le même temps, l'ONU lance des appels aux groupes terroristes et d'opposition pour qu'ils mettent en place des institutions démocratiques libérales et ce qu'ils appellent « une transition pacifique et démocratique ». Les États-Unis, l'OTAN et la Coalition du génocide ont pourtant échoué dans chacune de leurs tentatives d'imposer de tels arrangements en Irak, en Afghanistan, en Libye et dans d'autres pays.

La machine de propagande contrôlée par la CIA affirme également que l'Iran est fini, que ses liens avec le Hezbollah et le Hamas ont été coupés, privant ainsi la Résistance palestinienne d'armes. Cette absurdité a été reprise dans le monde entier par les médias et par beaucoup qui savent très bien que ce n'est pas vrai. Elle a rapidement été exposée lorsque l'Iran, le Hezbollah, le Hamas, Ansar Allah et d'autres forces de résistance, après avoir fait des déclarations en faveur du peuple syrien et exprimé leur soutien indéfectible à la Résistance palestinienne, les ont confirmées par leurs actes.

Le Hezbollah continue d'exiger d'Israël qu'il se retire complètement du Liban dans les 60 jours suivant l'accord de cessez-le-feu signé le 27 novembre.

Un conseiller du leader iranien Sayyed Ali Khamenei, Ali Akbar Velayati, a été clair dès le début, le 3 décembre, quand il a dit que « les États-Unis, l'entité sioniste et tous les pays de la région, qu'ils soient arabes ou non, doivent comprendre que l'Iran soutiendra fermement la Syrie ».

Il a également averti le président élu des États-Unis, Donald Trump, que « les conditions mondiales sont maintenant beaucoup plus difficiles que lors de sa précédente présidence » et que les nations indépendantes « ne succomberont pas à ses menaces ou à ses intimidations ».

Le porte-parole du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran (CGRI), le général de brigade Mohammad Ali Naeini, a souligné que l'entité sioniste n'a atteint aucun de ses objectifs, notamment l'élimination du Hezbollah, son affaiblissement politique ou le désarmement de la résistance.

En ce qui concerne la Syrie, les États-Unis ont immédiatement qualifié les terroristes de « rebelles ». CNN a réalisé une interview de leur chef qui le dépeint comme un « modéré » pour blanchir son image et ses crimes. S'exprimant devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le représentant américain a déclaré : « La récente offensive rebelle – avec laquelle les États-Unis n'ont rien à voir – est menée par un groupe, Hayat Tahrir al-Cham, également connu sous le nom de HTC, qui est une organisation terroriste désignée par les États-Unis et les Nations unies. Nous sommes évidemment préoccupés par ce groupe. Nous continuerons de défendre et de protéger pleinement le personnel américain et les positions militaires américaines, qui restent essentielles pour s'assurer que l'État islamique ne puisse plus jamais resurgir en Syrie. »

Notez la formulation américaine qui ne parle pas d'une « offensive terroriste » mais d'une « offensive rebelle ». Et le représentant américain ne se soucie pas tant du peuple syrien que des troupes américaines illégalement déployées en Syrie. Et ce n'est pas HTC qui préoccupe les États-

Unis, mais « l'État islamique », comme si HTC n'était pas son incarnation actuelle et que l'État islamique lui-même n'avait pas été créé par la CIA.

Il est bien connu que de nombreux combattants de l'État islamique font partie de HTC et d'autres factions terroristes opérant en Syrie, amenés de tous les endroits où les États-Unis fomentent des guerres intestines entre les peuples sur la base d'affiliations ethniques, tribales, claniques et religieuses. Cela inclut les mercenaires ouïghours qu'ils utilisent pour mener des activités terroristes en Chine et entre la Chine et les États situés à ses frontières.

Comme si les États-Unis se souciaient du droit international, le représentant américain aux Nations unies a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à « parler d'une seule voix pour exiger que toutes les parties cessent leurs attaques aériennes brutales et adhèrent au droit international ». Étant donné que les troupes américaines occupent illégalement la Syrie en violation du droit international et qu'elles se livrent à un génocide à Gaza, également en violation de toutes les lois adoptées par la communauté internationale des nations, le commentaire sur l'adhésion au « droit international » est en effet lamentable.

Il est prudent de garder à l'esprit que les terroristes qui ont pris le contrôle de la Syrie n'ont pas d'armée de l'air. En outre, la référence aux « attaques aériennes » ne visait évidemment pas les missions de bombardement d'Israël ou de la Türkiye dans la région. Elle visait les missions des forces de résistance et de la Russie si elle décidait de mobiliser ses forces actuellement en Syrie. Les deux bases militaires russes en Syrie n'ont pas été affectées par l'arrivée au pouvoir de HTC.

Par ailleurs, les États-Unis ont supprimé la récompense de 10 millions de dollars pour l'arrestation d'al-Joulani et prévoient de retirer également HTC de la liste d'organisations terroristes. La secrétaire d'État adjointe aux affaires du Proche-Orient, Barbara Leaf, a rencontré al-Joulani à Damas le 20 décembre. À l'issue de cette rencontre, elle a dit que les États-Unis avaient décidé de renoncer à mettre à prix la tête d'al-Joulani après avoir reçu des « messages positifs » de sa part, notamment une promesse de veiller à ce que les groupes terroristes ne puissent pas constituer une menace.

La promesse d'un terroriste que les terroristes ne seront plus une menace ! C'est pitoyable, une véritable farce.

Cette dernière offensive terroriste américano-sioniste contre le peuple syrien et la résistance en général n'a pas réussi à restaurer ne serait-ce qu'une once de crédibilité pour Israël et les États-Unis. Au contraire, tout comme la crédibilité que les États-Unis auraient pu avoir, ou déclarer avoir, en tant que champion des droits humains et de la démocratie a mordu la poussière à Gaza, de même toutes les tentatives de donner de la crédibilité aux États-Unis en tant que champions de la guerre contre le terrorisme se sont échouées en Syrie.

Plus les choses avancent, plus les États-Unis et leurs partenaires dans le crime, qui composent la Coalition du génocide, sont démasqués comme étant des terroristes et des partisans du terrorisme. Les forces américaines, sionistes et de l'OTAN ont clairement indiqué qu'elles allaient commettre un génocide contre les populations civiles, les terroriser par des bombardements incessants et imposer des sanctions – une arme de guerre déguisée en arme humanitaire et en aide aux droits démocratiques – tout en prétendant soutenir une « transition politique dirigée par les Syriens et appartenant aux Syriens ».

La propagande qui présente l'objectif américain comme visant à assurer l'autodétermination de la Syrie est absurde et doit être écartée si l'on veut comprendre ce qui se passe dans ce pays.

Les forces qui, dans la région et dans le monde, soutiennent la Résistance palestinienne ne sont

nullement déconcertées par la vaste machine de propagande qui prétend que les forces terroristes représentent le peuple syrien luttant pour la liberté. De même, la propagande selon laquelle les forces de la résistance sont désormais paralysées ou que l'Iran ne les soutient plus a été de courte durée.

La tentative des forces américaines, sionistes et de l'OTAN de retirer l'initiative aux forces qui soutiennent la résistance palestinienne a échoué parce que les forces de la résistance comptent sur elles-mêmes et sur leur propre lutte pour la paix, la liberté et la démocratie, telles qu'elles les définissent elles-mêmes, et non pas sur la bienveillance de leurs ennemis. Elles ne sont pas ébranlées par l'évolution de la situation et se sont au contraire attelées à la tâche de réaliser leur liberté, quelles que soient les conditions et les circonstances. Elles sont vraiment héroïques face à toutes ces tentatives de les anéantir, et c'est ce qui émerge du brouillard de la guerre.

Plus la machine à tuer États-Unis/sionisme/OTAN se mobilise contre les peuples de la région, plus les forces de résistance s'unissent dans l'action pour les vaincre. Les forces de résistance à l'agression américano-sioniste continueront de s'unir pour soutenir les forces de résistance en Palestine, au Liban, en Syrie, au Yémen et dans tous les pays attaqués.



Website: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca